http://divergences.be/spip.php?article908

Revue libertaire internationale en ligne
DIVERGENCES
Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d’accepter comme frontières

André Bernard, Pierre Sommermeyer

L’entité Palestine-Israël deviendra-t-elle un pays comme un autre ?

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Thématiques - Pierre Sommermeyer, Textes -

Date de mise en ligne : mardi 13 mai 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

La paix est-elle possible dans cette petite région du Moyen-Orient, berceau historique et religieux d’une bonne partie du monde ? Probablement, mais certainement pas de la façon dont on peut l’imaginer aujourd’hui. Il apparaît clairement que Palestiniens et Israéliens sont dans une impasse illustrée par des négociations stériles et des hostilités meurtrières sans cesse recommencées.

Pour tenter de comprendre la situation, tant historique que politique, il faut évoquer la façon dont on en est arrivé là, et aussi se demander quelles sont les forces qui s’opposent à la paix.

Aux origines, Israël

L’origine d’Israël tient tout entier dans l’idée des nationalités, telle qu’elle s’est élaborée à la fin du XIXe siècle : un peuple, un pays ; une nation, un Etat. C’était une machine de guerre idéologique lancée contre l’Empire ottoman, « l’homme malade » : cet ensemble s’étendait des limites de l’Europe â€” ce qui deviendra plus tard la Yougoslavie â€” jusqu’à l’Egypte. Il s’agissait alors pour les milieux éclairés occidentaux de soutenir les revendications d’indépendance des Grecs orthodoxes contre leur occupant turc et musulman.

C’est dans ce discours que va s’introduire la classe moyenne juive d’Europe centrale, terrorisée par les pogroms incessants tant en Russie qu’en Pologne et en révolte contre le pouvoir des rabbins.

La guerre de 14-18 annoncera la fin de cet Empire ottoman vieux de 450 ans. Le Moyen-Orient changera de suzerain : les Français mettant la main sur la Syrie et le Liban, les Britanniques sur tout le reste, Palestine comprise.

Hormis au Liban, où une présence chrétienne multiséculaire donne une identité particulière à cette région, il n’y a pas alors de revendication nationaliste dans cette partie du monde. C’est dans ce milieu apparemment vierge politiquement que des immigrants juifs vont s’installer, porteurs d’idéologies diverses toutes issues des Lumières ; le roman de Koestler, la Tour d’Ezra, montre que, dès le début, c’était mal parti.

Aux origines, la Palestine

La pression des colons juifs sur les protecteurs britanniques, jointe à celle des nouveaux immigrants rescapés de l’horreur, aboutira à la création d’Israël, rendue possible par l’expulsion des Palestiniens de chez eux. Cette épuration ethnique, « Al-Nabka, la catastrophe en arabe », est l’acte de naissance de la « nation » palestinienne qui va être à l’origine d’une nouvelle diaspora, d’une nouvelle dispersion à travers le monde. Obligés de survivre, souvent dans des conditions misérables, soumis à des réactions de rejet et à la répression, comme en 1997 en Jordanie, cette population va se trouver confrontée à de nombreux courants d’idées et à des cultures différentes. La Nabka va être le dénominateur commun du rassemblement de tous ceux qui sont originaires de cette région. Les Palestiniens qui vont s’engager politiquement reprendront à leur compte l’idéologie des pays qui les ont accueillis et soutenus, autant matériellement, financièrement que militairement. Ils seront ainsi les héritiers du socialisme nationaliste arabe tel qu’il avait été théorisé par Michel Aflak et le parti Baas. L’une de ses caractéristiques, puisqu’il rassemblait des Arabes musulmans et chrétiens, était son parti pris de laïcité. Les groupes palestiniens, même s’ils se réclament de différentes idéologies, sont tous laïques. Tous se sont retrouvés en butte à la répression des pays qui les hébergeaient, effrayés par leur activisme et leur dynamisme militant. La répression a donné leur nom à des groupes clandestins radicaux qui passèrent au terrorisme, tel Septembre noir, qui commémore ainsi l’action répressive du pouvoir jordanien : plus de 3 000 morts et 10 000 blessés.

Tous ces groupes vont se rassembler au sein de l’OLP. Ils formeront à cette occasion un Parlement en exil où se mettra en place un type de débat « démocratique » autour d’un leader charismatique, Arafat. C’est cet ensemble assez hétéroclite qui se retrouve aujourd’hui au pouvoir en Palestine.

La barrière

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

Simultanément en Israël se met en place une société qui va s’éloigner petit à petit de l’idéal sioniste communautaire originel. L’arrivée de rescapés de la Shoah, la pression arabe et le déclenchement de guerres successives vont transformer un refuge en un pays bunkérisé.

D’autres influences vont se faire sentir. Il y a le poids des groupes de pression juifs internationaux â€” surtout américains â€” qui, sous prétexte de défendre ce peuple séculairement persécuté, soutiennent inconditionnellement la politique belliqueuse des pouvoirs successifs au détriment des recherches de solution pacifique. Il y a aussi le poids des groupes évangélistes, protestants fondamentalistes, intégristes, qui voient dans Israël la réalisation des promesses de l’Apocalypse, et donc l’annonce d’une fin du monde proche à laquelle ils veulent participer. Ils pèsent de tout leur poids, qui est loin d’être négligeable, dans l’octroi de l’aide financière et militaire américaine à la « Terre promise ». Certains chiffrent cette aide à une trentaine de milliards de dollars pour les dix années à venir. Enfin, il y a le piège idéologique de la Shoah. A force d’avoir justifié leurs actions militaro-policières contre les Palestiniens par leur peur de voir un Holocauste se profiler de nouveau à l’horizon, toute avancée sur le chemin de la paix apparaît comme l’acceptation d’une nouvelle liquidation à venir. Dans Vaincre Hitler, Avraham Burg, ancien président du Parlement israélien, dit qu’Israël devra « se libérer de la Shoah pour créer un autre Israël ».

De retour en Palestine, suite à la première Intifada, les groupes qui forment l’OLP vont laisser de fait la place au plus grand d’entre eux, le Fatah. Ce parti, tout en gardant sa spécificité â€” le débat démocratique et la laïcité â€” va plaquer sa structure organisationnelle protoétatique sur le pays. C’est-à-dire que les groupes militarisés vont devenir le noyau de la nouvelle force armée. Ceux qui dirigeaient la partie civile de l’organisation vont devenir la colonne vertébrale du nouvel Etat en gestation. En fin de compte, émerge une entité politique unique dans un monde arabe où l’autoritarisme sans partage est pour le moins la norme.

Rapidement, un concurrent va apparaître sur la scène intérieure palestinienne, le Hamas. Fondé fin 1987, sur une base religieuse fondamentaliste, issu des Frères musulmans, ce parti va apparaître pour le pouvoir israélien comme un contrepoids à utiliser contre l’OLP d’Arafat. Israël le favorisera au début. On connaît le résultat. Incapable d’accepter le jeu démocratique, c’est-à-dire de partager le pouvoir, ce parti religieux n’aura de cesse de le conquérir pour lui tout seul. Au pouvoir à Gaza, utilisant un langage jusqu’au-boutiste, il est incapable d’ouvrir des négociations avec Israël qui ne pourraient, si elles réussissaient, qu’aboutir à la reconnaissance d’une dépendance économique de fait et à la mise au travail des porteurs de kalachnikovs.

Cette surenchère interne au camp palestinien rend impossible toute évolution réaliste vers une fin du conflit.

Contre la paix

Le prix à payer à l’Occident démocratique pour un accord final avec Israël serait la consolidation du pouvoir du Fatah, prix insupportable pour les pays environnants. Le plan occidental réalisé, on se trouverait devant la situation suivante : une Palestine avec un Parlement régulièrement élu, une presse libre et une affirmation de la laïcité. Au point de vue économique, un retour de la paix aurait pour conséquence une réouverture d’Israël à la main-d’œuvre palestinienne qualifiée qu’elle avait contribué à former dans la période pré-Intifada.

Tout cela formerait un ensemble démocratique cohérent, à fort pouvoir d’achat, et donc une attraction forte pour les pays alentour. Cette projection est connue et rejetée, implicitement, par les dictatures de cette région du monde, et, de façon plus ou moins directe, la Jordanie, l’Iran, la Syrie, l’Arabie saoudite et l’Iran feront tout ce qu’ils pourront pour empêcher la réalisation de ce plan.

Vers la paix

De son côté, la société israélienne ne cédera pas devant les attentats et autres attaques armées ; bien au contraire, elle se fermera de plus en plus, deviendra autiste. Devant ce processus mutuel et continu d’autodestruction, il ne

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

reste que le défaitisme révolutionnaire, une sorte de pacifisme intégral, l’abandon par les Palestiniens de toute action militaire et de toute revendication nationaliste ; et, provisoirement, l’acceptation d’une dépendance économique qui pourrait relancer la lutte sur un autre plan, où ils pourraient alors vaincre : c’est-à-dire un combat pour les droits civiques égalitaires. L’arme ultime étant la croissance démographique, trois fois plus forte, des familles arabes qui annoncerait dans les années à venir un renversement de majorité.

Un droit de vote au Parlement, que celui-ci soit israélien ou palestinien, ou israélo-palestinien, ne ferait pas de différence au fond. Mêmes droits sociaux, mêmes droits politiques, renversement des alliances, les traditions laïques et démocratiques en péril dans les deux pays se renforceraient mutuellement et ne pourraient que vaincre lors de l’affrontement inévitable avec les intégristes religieux des deux côtés. L’entité Palestine-Israël deviendrait alors un pays comme les autres, où l’on arrêterait de se tuer parce que l’un croit à son ciel et l’autre à sa terre, en attendant de mettre sa confiance, tant l’un que l’autre, en une humanité unique.

André Bernard – Pierre Sommermeyer

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne